

DÉCLARATION CONJOINTE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TOGOLAISE

Paris - Lomé, le 20 février 2024

TOGO - APPEL ULTIME ET PATRIOTIQUE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ENDROIT DES POPULATIONS, DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE RELATIF AUX PROCHAINES CONSULTATIONS ÉLECTORALES.

1. CONTEXTE NATIONAL

Le contexte sociopolitique du Togo est actuellement marqué par une tension larvée, voire palpable au sein des populations et des composantes essentielles de la nation à la suite de l'autisme et du mépris que le chef de l'État et ses collaborateurs ont manifesté vis-à-vis des multiples revendications sociales, économiques et politiques portées par ces populations, les acteurs de la société civile et les partis politiques de l'opposition démocratique.

La monopolisation, les forfaitures, les déviances, les dérives et l'abus de pouvoir sous toutes ses formes ont bradé le reste des acquis de la démocratie, de l'État de droit et des Droits de l'Homme au Togo. Ainsi, la Constitution a été dépouillée de toute sa subsistance et l'alternance politique au sommet de l'État, est mise à rude épreuve et presque irréalisable. Le processus de démocratisation amorcé dans les années 1990 de haute lutte reste inachevé.

En lieu et place, c'est le culte de personnalité qui fait du chef de l'État un gourou incontestable, réduisant la dimension de l'État à un niveau de bassesses inégalées des réseaux ésotériques où le sort du peuple togolais se décide dans les salons entre copains et copines.

Les conséquences sont manifestes : la gestion catastrophique et désastreuse des deniers publics, l'enrichissement insolent avec un train de vie sultanesque des dirigeants et leurs familles, la corruption banalisée, l'impunité politique et économique érigée en règle.

En face, des populations miséreuses, saignées par l'inflation ; une jeunesse abandonnée qui végète dans le chômage et la débauche ; un pouvoir d'achat très dérisoire des fonctionnaires et des populations, bref une injustice sociale criarde, abyssale et inadmissible.

En plus de cela, les Forces de sécurité et l'appareil judiciaire sont instrumentalisées pour empêcher l'exercice des libertés fondamentales notamment, la liberté d'association, de réunion et de manifestation publique. Seul le parti au pouvoir organise les réunions et manifestations publiques avec les moyens d'État, quant à l'opposition et la Société civile, elles font face à des interdictions et répressions systématiques.

2. ANALYSE DE LA SITUATION

Face à cette situation, le chef de l'État et ses collaborateurs ont refusé la voie de la raison et ont opté pour le forcing en vue de décourager le peuple, l'opposition et la société civile qui ont souhaité une solution apaisée et durable qui devrait passer par :

- la libération de tous les prisonniers politiques,*
- le retour de tous les exilés politiques,*
- la tenue d'assises nationales pour la refondation avant l'organisation de toute élection.*

Au regard du refus constant du chef de l'État et ses collaborateurs pour une solution à l'apaisement, il est clairement établi qu'ils sont dans la logique de conservation du pouvoir afin de continuer à amasser les richesses du pays pour eux seuls et rien pour le peuple.

Le mépris qu'ils ont affiché vis-à-vis de la loi constitutionnelle avec tout ce qui s'en est suivi, notamment la modification unilatérale des lois électorales, la modification unilatérale du nombre de députés et des conditions d'éligibilité, le maintien d'une CENI dans sa configuration illégale et illégitime, la mise en place d'un découpage électoral inique et d'un fichier électoral incomplet et contesté, la fixation du montant de cautionnement dans un esprit d'exclusion, l'organisation des élections législatives et régionales par un gouvernement dénué de toute légitimité du fait de la fin du mandat des députés depuis le 31 décembre 2023, sans oublier l'impunité vis-à-vis des auteurs de détournement des deniers publics, est la preuve que le « *Togo mérite mieux que ça* », comme l'avait reconnu une ancienne ministre.

Et toutes ces manœuvres sont élaborées dans l'unique logique de décourager les citoyens afin de les éloigner davantage de la gestion de la chose publique, permettre au tenant du régime rpt/unir de piller davantage.

3. APPROCHE DE SOLUTION

□ APPEL À L'ÉVEIL ET LA MOBILISATION GÉNÉRALE

Au regard du contexte et de l'analyse, la Société civile, après une réflexion bien mûrie, invite chaque citoyenne et chaque citoyen à abandonner tout sentiment de découragement pour s'armer de l'espoir, du courage et de la détermination pour faire face avec sérénité aux prochaines consultations électorales.

La Société civile attire véritablement l'attention des populations togolaises pour qu'elles comprennent que les prochaines consultations électorales, même si elles sont parties sur des bases illégales et illégitimes, ont un grand enjeu et sont déterminantes pour l'avenir du pays. Il va falloir mouiller vraiment les maillots pour arracher la gestion du pays des mains nuisibles à son développement.

Elle appelle à la mobilisation générale derrière l'opposition participante et à sanctionner massivement dans les urnes le régime liberticide et prévaricateur.

Il n'est plus question de boycotter ou d'encourager le boycott des prochaines élections, car quel que soit le degré de dissuasion du parti au pouvoir, rien n'est gagné d'avance.

L'histoire de David et Goliath doit nous inspirer. Malgré toutes les armes dissuasives de Goliath, malgré sa forme impressionnante, malgré ses méthodes d'intimidation, le petit David l'a abattu avec la puissance de la foi au travers d'une arme aussi rudimentaire qu'une lance-pierre.

□ APPEL ULTIME ET PATRIOTIQUE À L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE

Au regard de la nature même du scrutin [scrutin de liste bloquée à la représentation proportionnelle], la société civile lance un ultime appel aux partis politiques de l'opposition démocratique et les encourage à faire preuve de réalisme, de patriotisme, et dans un sursaut d'orgueil, à se concerter rapidement pour éviter des positionnements et des listes concurrents, à mutualiser leurs forces, afin d'amoindrir les coûts financiers d'une part et d'éviter l'émiettement des voix des forces démocratiques en lutte d'autre part.

□ **APPEL À LA VIGILANCE ET À LA VEILLE**

Pour ce faire, les OSC demandent aux populations indignées, de s'organiser dans leurs localités respectives pour enregistrer, protéger et sécuriser les résultats issus de chaque bureau de vote après le dépouillement. Ceci permettra de contourner les fraudes massives qui se déroulent après les bureaux de vote. Pour rappel, si le pouvoir avait refusé de « *recompter les résultats bureau de vote par bureau de vote* » en février 2020 suite à la demande du Département d'État Américain, c'est parce qu'il savait que les résultats parvenus à la CENI étaient bien différents des vrais résultats issus des différents bureaux de vote.

En se basant sur tous ces aspects, la Société civile convie l'opposition participante à la sensibilisation des populations en vue de défendre avec détermination les résultats issus de leur bureau de vote respectif, en veillant au grain, voire en réagissant avec vaillance contre toute forme de fraude jusqu'à la fin des dépouillements et de conserver ces résultats jalousement pour les besoins de confrontation en cas de fraudes des membres illégaux et illégitimes de la CENI.

Pour l'opposition non participante, la société civile l'invite à œuvrer pour la sensibilisation des populations en vue d'une participation active à ces élections vers une vision objective.

□ **APPEL À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE (CEDEAO, UA, UE, ONU ET G5) AU SOUTIEN**

La société civile implore enfin la communauté internationale notamment la CEDEAO, l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne, les USA, l'Allemagne, la France, à œuvrer pour la protection des populations civiles dans l'exercice des libertés d'expression, de leur droit de prendre part ou de participer à la direction des affaires publiques et pour la transparence des prochaines élections législatives et régionales au Togo.

Pour les Organisations,

M. Daguerre K. AGBEMADOKPONOU (ALCADES)

M. Monzoulouwè B. E. ATCHOLI KAO (ASVITTO)

M. Chris Yayra AGOBIA (CODITOGO)

M. Christophe Komlan TETE (GAGL)

M. Bassirou TRAORE (GCD)

M. Koffi DANTSEY (GLOB)

M. Poro EGBOHOU (FDP)

Dr Emmanuel H. SOGADJI (LCT)

Me Célestin Kokouvi G. AGBOGAN (LTDH)

Me Raphaël N. KPANDE-ADZARE (MCM)

M. Issaou SATCHIBOU (MJS)

M. Bertin BANDIANGOU (SEET)